

BOOK REVIEW/RECENSION

Leadership et militantisme au Parti québécois—De Lévesque à Lisée
Éric Montigny, Québec : Presses de l'Université Laval, 2018, pp. 208

Guy Lachapelle, Université Concordia

Éric Montigny publiait en 2011 un ouvrage portant le même titre où il comparait le Parti québécois et le Labour britannique et l'évolution de leurs objectifs partisans. Si la première étude était une version remaniée de sa thèse, la seconde édition a voulu marquer le coup au moment du 50^{ème} anniversaire du Parti québécois. Dans cette seconde version, l'auteur a uniquement conservé les analyses et constats liés à l'évolution du Parti québécois depuis sa fondation en 1968. Il s'agit donc d'une relecture ou d'une réactualisation, pour reprendre le terme de l'auteur, des grandes lignes du premier ouvrage tout en ajoutant quelques observations sur la victoire de Pauline Marois en 2012 à l'échec retentissant de Jean-François Lisée à l'élection de 2018 alors que le Parti québécois n'a obtenu que 17,06 pour cent des voix, son plus faible niveau d'appui de son histoire, et en étant le seul chef à évacuer « complètement l'indépendance d'un cycle électoral » depuis l'élection de 1985 (183).

Les deux livres sont en quelque sorte complémentaires car on trouve davantage les éléments méthodologiques dans le premier ouvrage. Ainsi, les questionnaires d'enquêtes auprès des militants du PQ et ses dirigeants se retrouvent dans le premier ouvrage. On y apprend ainsi que les données présentées sont le fruit d'un questionnaire envoyé à cinq (5) membres du PQ dans chacune des circonscriptions électorales du Québec (N=125), soit un total de 625 répondants. Au total 193 ont répondu pour un taux de réponse de 31 pour cent. De plus, l'auteur a mené une douzaine d'entrevues avec des cadres et anciens cadres du Parti québécois. Même si l'étude actuelle portait surtout sur l'analyse des mandats de Jacques Parizeau (1994–1995), de Lucien Bouchard (1996–2001) et de Bernard Landry (2001–2005), le modèle d'analyse permet au lecteur de bien comprendre l'évolution de ce parti, un parti politique qui a tout de même été au pouvoir pendant près de 20 ans entre 1968 et 2018.

Comme le souligne Montigny, le système partisan québécois a connu des changements majeurs depuis l'élection de 2003 avec l'arrivée de nouveaux joueurs dans l'arène politique. D'abord du côté du centre-droit avec l'Action démocratique du Québec, et sa fusion ultérieure avec la Coalition avenir Québec, et du côté gauche avec Québec solidaire. Face à ces changements, le Parti québécois a eu de la difficulté à rester un parti de centre social-démocrate, pouvant offrir aux électeurs une vision réformiste et progressiste. Le cas du Parti québécois n'est évidemment pas le seul dans le monde, les partis sociaux-démocrates subissant des revers partout dans les sociétés occidentales, en bonne partie avec leur difficulté à offrir des politiques répondant aux attentes des électeurs. De plus, depuis 2014, le Parti québécois a eu quatre chefs, deux élus lors de congrès au leadership en plus de trois chefs intérimaires. Depuis l'élection de 2018, le Parti québécois est aujourd'hui en réflexion ou-et en réorganisation, Montigny parle d'une « reconfiguration organisationnelle en profondeur » (186). Bref, un parti politique qui doit retrouver les raisons fortes qui l'ont rendu si essentiel à l'évolution et la transformation de la société québécoise.

Afin de porter son diagnostic sur les maux qui affligent le Parti québécois depuis le référendum québécois de 1995 sur la souveraineté-partenariat, Montigny utilise la grille

d'analyse de Müller et Strom (1999) qui a pour objectif de déterminer si les objectifs partisans d'un parti politique s'inscrivent vers trois buts précis : développer un projet politique cohérent, se faire élire et finalement être un bon gouvernement une fois au pouvoir. La priorisation de l'un de ses objectifs par un parti politique a des conséquences directes sur son type d'organisation, la centralisation du pouvoir pendant et hors des périodes électorales, ainsi que sur le militantisme. Tous les partis politiques au Québec ont connu une forme de « dédémocratisation », pour reprendre l'expression de Kay Lawson, ce qui a eu pour conséquence que les partis ont moins de militants et davantage d'organisateur.

Cela signifie également que les partis ont davantage besoin de cadres pour faire fonctionner leurs organisations et qu'ils doivent utiliser de nouveaux moyens pour rejoindre les électeurs. Il faudrait aussi noter certains changements technologiques, comme l'arrivée d'Internet et de tous ses dérivés, comme l'outil *Force bleue* permettant de mieux cibler les électeurs (94). Même si ces nouvelles technologies font en sorte que les partis peuvent rejoindre leurs sympathisants et certains groupes électoraux, cela ne se transforme pas nécessairement en une adhésion partisane. En période électorale, l'utilisation de ces nouveaux outils n'est pas nécessairement gage de succès puisque tous les partis ont développé leurs propres cadres de communication. L'hypothèse centrale de cette étude est donc de démontrer que la « configuration interne d'un parti [est] d'abord tributaire d'un processus de négociation entre le chef et les militants de la formation qu'il dirige » (6). Pour ce faire, et telle est la contribution analytique de cet ouvrage, Montigny propose un cadre opératoire bien circonscrit qui permet de bien comprendre les trois grands objectifs partisans qui sont liés à certaines contraintes internes et externes pour tout parti politique (tableau 3.2). De ce cadre opératoire découle des propositions ou hypothèses ainsi que des indicateurs (tableau 3.5) qui permettent aux lecteurs de bien comprendre comment un parti politique, comme toute organisation, réussit à obtenir l'adhésion de ses militants, de ses membres et de ses organisateurs.

Après avoir bien situé les paramètres de son étude, Montigny découpe les chapitres suivants de l'ouvrage autour de grands thèmes comme la démocratisation au sens du Parti québécois, le pouvoir des membres, les changements dans l'offre de partis et la volatilité de l'électorat, les choix des objectifs partisans et électoraux, le rôle de ses chefs sans compter la question de l'évolution du nationalisme québécois en particulier depuis l'élection de 2003.

Premier constat de l'étude : « Le PQ a évolué pour devenir davantage un parti de pouvoir qu'un parti d'idées » (7). Deuxièmement, « le PQ semble avoir aujourd'hui épuisé toutes ses stratégies d'adaptation à son environnement » (9). Entre l'indépendance et l'autonomie, le Parti québécois doit trouver une voie mitoyenne tout en gardant ses objectifs socio-démocrates. Troisièmement, le Parti québécois, sous Pauline Marois et Jean-François Lisée, a connu des « difficultés internes » qui se sont résolus par des « règles informelles » (20) et une concentration du pouvoir autour du chef. La conséquence directe de ces transformations fut le déclin de la place des membres dans les décisions du parti et un recul de sa vie démocratique. Il est toujours étonnant de voir comment la méfiance des chefs envers les militants du Parti québécois les a autorisés à contourner les règles, à dissoudre certains comités trop gênants et à noyauter certaines instances. C'est ce même phénomène de centralisation du pouvoir que Kay Lawson a observé au sein de nombreux partis politiques dans le monde.

Chaque chef du Parti québécois depuis 1993 a également cherché à mettre de l'avant durant les périodes électorales un certain nombre de priorités. Pour Jacques Parizeau, tout comme pour André Boisclair et Pierre Karl Péladeau, la question nationale est au centre de leur agenda personnel sans mettre de l'avant d'autres enjeux sociaux majeurs comme la santé, l'éducation et l'environnement. Quand le Parti québécois a voulu changer la couleur rouge du Q du logo du parti pour le vert, certains y ont vu un rejet de l'histoire du parti alors qu'il s'agissait bien plus de rejoindre les électeurs intéressés par les changements climatiques et les questions environnementales.

Toutefois, quand la campagne électorale du PQ ne s'appuie que sur un seul enjeu, comme la réconciliation travail-famille en 2003 ou les enjeux liés à la laïcité comme en 2014, il est clairement plus difficile de parler au nom de l'ensemble des électeurs. Si le programme du Parti québécois appartient clairement aux militants, les slogans des campagnes électorales relèvent davantage des organisateurs et cadres du parti et d'un chef qui est prêt à défendre ces orientations durant la joute électorale. Au sein du Parti québécois, il y a toujours eu un débat interne entre les réformateurs et les partisans du statu quo, mais tôt ou tard, un programme renouvelé devra être au diapason des attentes des électeurs. Un « nouveau » Parti québécois ne pourra voir le jour sans un programme renouvelé tout en créant, ce que Montigny appelle, des « mécanismes de compensation » pour les militants. En fait, le Parti québécois a probablement davantage besoin d'un Georges-Émile Lapalme que d'un sauveur!

Malgré tout, le Parti québécois demeure au Québec, le parti politique avec le plus grand nombre de membres, soit plus de 70 000 en 2017. En comparaison, la CAQ a au plus 20 000 membres et QS Québec solidaire 10 000 membres. Par ailleurs, Montigny s'interroge sur la nécessité d'avoir au Parti québécois l'obligation pour un chef de se soumettre à un vote de confiance. Les militants du PQ ont en ce sens plus de pouvoir que ceux des autres partis (91). Jusqu'à présent, cela n'a pas été très utile pour la cohésion et la solidarité au sein des membres du parti, surtout après une défaite électorale. Mais il observe également un changement dans les objectifs des militants : « les membres du Parti québécois ont donc évolué. Certains qui militaient davantage pour des idées ont quitté le PQ (...). Les militants actuels se préoccupent davantage qu'auparavant des moyens à prendre pour gagner leurs élections » (85). De plus, le clivage OUI-NON à indépendance s'est érodé « au profit de d'autres clivages sur les politiques publiques et les questions d'identité » (92 et 102).

Somme toute, le livre de Montigny replace l'étude des partis politiques au Québec dans le contexte des transformations partisans qui s'opèrent au sein de la société québécoise. Il s'inscrit dans la lignée des recherches de Vincent Lemieux et de Réjean Pelletier – qui ont d'ailleurs supervisé la thèse de l'auteur – tout en soulignant que nous vivons dans une période qui « a été la plus ouverte de l'histoire du système partisan québécois » (105). Il faut espérer que certains étudiants utiliseront ce cadre d'analyse pour étudier et comparer le Parti québécois avec la CAQ, le PLQ et QS et continueront à renouveler les recherches sur les partis politiques et sur la vie démocratique interne de ces derniers.